

L'occasion était un procès, dans l'Espagne de Franco, fait à des indépendantistes basques. À la suite de Gisèle Halimi, Sartre décide de les défendre. Il s'en prend au mythe de l'unité nationale dans divers pays, à commencer par la France. Il défend les Bretons qui veulent l'autonomie, et de même l'Occitanie, l'Alsace, évoque même l'Ukraine accablée par l'Union soviétique. Il rejette l'idée que les régionalistes puissent être des féodalistes ou des fascistes cachés, mais assimile leurs idéaux à de vraies aspirations populaires, combattues par une bourgeoisie qui a inventé l'État-Nation pour servir ses intérêts. Et qui, sous ce rapport, n'a fait que continuer l'œuvre de la monarchie, à laquelle la Révolution n'a rien changé. La classe dirigeante, dit-il en substance, a inventé le mythe de la nation unie, et s'est servie de l'école pour l'imposer, créant l'idée de « la perfection de notre langue et de l'universalité de notre culture ». Sartre n'y croit pas : pourfendeur de la pensée magique là où elle sévit le plus, il se garde d'attaquer l'animisme, l'ésotérisme, le régionalisme, comme le font les philosophes d'État ordinaires. Ce qu'il attaque, c'est d'abord l'invention de la république bourgeoise, la nation unitaire et idéale. Elle n'est pas si réelle, dit-il. Et ce qui anime le Breton autonomiste n'a pas pour cause le diable qui lui susurre, à l'oreille, le séparatisme et le repli sur soi, mais la décolonisation sous la pression de la guerre froide : les deux blocs, américain et soviétique, relativisent l'idée nationale dans les anciens empires d'Europe, les Bretons ne font que subir l'onde de choc de la guerre d'Algérie.

Une remarquable lucidité, acérée et sans concession, qui rappelle à maints égards Rudolf Steiner contestant l'État unitaire et centralisé - ou la Nation, comme base juridique pour la constitution de corps politiques progressistes et modernes. On l'a dit inconsciemment héritier de l'empire d'Autriche, multiculturel et multilingue ; c'est possible. Mais cela va plus loin. On méconnaît toute une école de pensée universaliste au sens vrai, qui ne voulait pas poser un modèle national comme parfait et le répandre par la force ou par la ruse, mais qui entendait cesser d'attribuer à la nation la base légale absolue, et qui cherchait à créer une république universelle fédérale, dont le ressort serait l'amour du prochain dans sa différence et sa spécificité. Je vais encore choquer les anthroposophes qui veulent différencier radicalement l'anthroposophie du catholicisme, mais c'est un fait que, pour ce qui est de la politique, la pensée de Rudolf Steiner rappelait celle de l'Église catholique universaliste qui réclamait une constitution chrétienne pour l'humanité entière, et que les nations ne soient plus considérées que comme des couleurs distinctes dans l'ensemble fondu, des nappes diversement teintées. Un évêque savoyard a décrit un tel futur : Louis Rendu, chef du diocèse d'Annecy vers 1850. Dans une *Lettre au roi de Prusse* de trois cents pages qu'il publie en 1848, il explique que la Providence est en train d'unir l'humanité par le biais de la technologie, et qu'une voix parle en elle qui la fait regarder vers l'avenir et motive son désir de progrès. Il réclame seulement, à la façon de Victor Hugo, que cette évolution soit également spirituelle et politique, et qu'on se tourne vers l'idée d'une république catholique universelle.

C'est là qu'apparaît la différence radicale avec Rudolf Steiner, qui croyait bien au Christ s'adressant à l'humanité entière, mais n'entendait donner aucun rôle au pape ou à la religion catholique ou à une autre, mais fonder l'idée fédérale sur l'amour universel seul, tel qu'il devait émaner de l'individu libre. Moins attelé à l'Église catholique formelle que Louis Rendu, Pierre Teilhard de Chardin ira dans le même sens, sans toutefois rompre avec l'Église. Il croyait à son tour en un Christ faisant pression sur l'humanité pour qu'elle s'unisse au-delà des nations, et en un corps politique à venir dans lequel la nationalité ne peut servir que de couleur culturelle, et cesser d'avoir la moindre base juridique. Le poète sénégalais Léopold Sédar Senghor, après avoir été marxiste, a adopté cette vision de Teilhard de Chardin en tant que président de son

pays libéré, instituant un fédéralisme qui refusait évidemment l'athéisme et reconnaissait la diversité culturelle et religieuse du Sénégal. Il articulait, lui-même, l'universalisme chrétien et la célébration des divinités ancestrales ou animistes, liées à des familles ou à des fleuves, des lieux : c'était magnifique.

Le modèle suisse suggérait à Steiner un idéal : le fédéralisme en avait été institué par Ignaz Troxler sur le modèle de la république américaine, et finalement même Gonzague de Reynold, catholique foncier, devait en venir à le célébrer, comme unissant l'esprit allemand, l'esprit français et l'esprit italien dans un même élan christique. La Suisse, même néoplatonicienne et laïque dans la foulée du romantique Troxler, devenait un pays exemplaire. Denis de Rougemont l'a formalisé en faisant de l'amour le lien social fondamental, équilibrant le collectif et l'individuel, la partie et le tout. Plus récemment, l'anthroposophe suisse Marc Desaulles, fondateur de l'Aubier, a promu l'œuvre de Denis de Rougemont en montrant comment le fédéralisme tel qu'il le concevait équilibrait Lucifer et Ahriman – le tout abstrait et le particulier sensible – par le Christ, c'est à dire l'amour actif. Cela réalisait, politiquement, la figure fondamentale de l'anthroposophie.

À ma connaissance, Sartre n'est jamais allé aussi loin. Il a simplement réclamé qu'on respecte les aspirations populaires même contre l'universalisme abstrait de la classe dominante qui cherchait en fait à défendre ses intérêts par une fiction de perfection et d'universalité. Mais comment articuler la fraternité universelle avec cette liberté prise avec les formes étatiques, il ne l'a pas forcément expliqué. Grand lecteur de Jean-Jacques Rousseau, il aurait pu trouver, chez ce dernier, l'idée paradoxale qu'une république libre devait se limiter à une ville, mais que, si elle comprenait plusieurs villes, il fallait que la capitale change chaque année : faute de quoi, disait-il, une inégalité serait créée, et une unité impérialiste, fausse, mise au service de la bourgeoisie de la capitale constante. On sait qu'il n'hésitait pas à critiquer Paris, pour lui mettre sous le nez la merveilleuse Genève, ou la splendide Savoie.

Depuis la Seconde Guerre mondiale, puis la chute de l'Union soviétique, la puissance mondiale majeure est américaine : on ne peut pas le nier. Elle aussi est fédérale, à l'intérieur. Son fédéralisme a servi de modèle non seulement à celui de la Suisse, mais aussi à celui de l'Allemagne moderne. En un sens, Pierre Teilhard de Chardin, qui a fini sa vie à New York, réclamait que cet empire devienne christique. Il appréciait les fêtes américaines de Noël. Il ne savait si cela serait suffisant. Sartre regardait vers l'avenir avec moins de lucidité que dans le présent : il craignait sa propre imagination. Mais méditer ces faits devrait donner des idées, faire naître des images de ce qui est possible, et apprécier le travail de tous les grands auteurs que j'ai cités dans cet article. Leurs oppositions mêmes indiquent la direction permettant de les surmonter vers la réalisation d'un meilleur avenir possible - et ne justifient en rien les anathèmes et les malédictions éternelles, qui ne traduisent au fond que des luttes de factions, puisque personne ne prétend qu'un seul d'entre eux ait été parfait, ou justifie une idolâtrie aveugle.